



**INFO-TÜRK AJANSI
AGENCE INFO-TÜRK
INFO-TÜRK AGENCY**

BÜLTEN BULLETIN

EDITION ET DIFFUSION EN BELGIQUE: COODIFF
SQUARE Ch. M. WISER, 13/2 - 1040 BRUXELLES
TEL: (32-2) 230 34 72 - DEPOT LEGAL: 2198
COMPTE: COODIFF 001-0414791-95 - BRUXELLES

PERIODIQUE MENSUEL
3e Année - Février 1979
Français 28

Abonnement annuel
Belgique 200 FB
Etranger 250 FB

La reproduction de nos articles
est autorisée avec la mention
de la référence AGENGE INFO-TÜRK

L'ETAT DE SIEGE NE PREND POUR CIBLE QUE LA GAUCHE, TANDIS QUE LA DROITE ENCOURAGE LA TERREUR POLITIQUE

ANKARA (ITA) - Le Gouvernement turc, incapable de maîtriser, au cours de deux mois d'état siège, les actes de violence politique commis dans toute la Turquie, a demandé au Parlement de prolonger de deux mois cette période d'urgence.

Au début, en décembre 1978, l'état de siège avait été proclamé dans 13 des 67 provinces du pays. Il fut décidé à la suite des événements sanglants qui se déroulèrent dans la ville de Kahramanmaraş, au sud du pays et qui causèrent la mort de 107 personnes.

L'extension de l'état de siège a coïncidé avec les appels de l'opposition de droite à une "lutte nationale visant à faire tomber le gouvernement d'Ecevit". En fait, les actes de violence récents ont été provoqués de nouveau par l'opposition de droite dans le but de pousser les autorités de l'état de siège à recourir à des mesures plus répressives et à agir indépendamment, sans tenir compte de l'intention du Premier Ministre Ecevit d'empêcher l'intervention des militaires dans les affaires civiles.

Après la proclamation de l'état de siège, le Premier Ministre avait établi un commandement de Coordination de l'état de siège en son cabinet, cela dans le but de garder un contrôle politique sur les commandants d'état de siège et il avait déclaré clairement qu'il ne favoriserait pas des mesures restrictives.

Afin de faire échouer cette intention d'Ecevit, l'opposition de droite encouragea la terreur politique, et les "Loups Gris", commandos paramilitaires du parti néo-fasciste, le Parti d'Action Nationaliste (MHP), jouèrent un rôle majeur dans l'application de ce plan sinistre.

La terreur politique prit récemment comme cible un des journalistes éminents de Turquie, Abdi İpekçi.

Après cet assassinat, Ecevit fit appel à toutes les organisations politiques leur demandant de réduire les tensions dans la vie politique de la nation. Il exprima à nouveau son opinion selon laquelle le seul but de tous les terroristes, de quelque idéologie qu'ils soient, était de détruire le régime démocratique de la Turquie.

Le nouveau Ministre de l'Intérieur, Hasan Fehmi Güneş, alla même plus loin et déclara que le moyen le plus rationnel de combattre les terroristes était de les écraser pendant qu'ils essayent de s'organiser et il ajouta: "Ecrasez la tête du serpent avant qu'il ne grandisse."

Le gouvernement a franchi encore un pas en présentant au Parlement la seconde partie de l'ensemble de mesures destinées à réprimer la violence politique en Turquie. Certains amendements ont été prévus dans cet ensemble, concernant les lois sur les associations, les meetings et démonstrations, la police et ses pouvoirs.

Afin de faire voter ces nouvelles mesures et autres projets de loi sur la taxation et les services sociaux, l'Assemblée Nationale se plongea dans des sessions marathon. Mais, malgré la majorité absolue de députés pro-gouvernementaux au Parlement, l'opposition de droite, conduite par le Parti de la Justice (AP) de M. Demirel entreprit une tactique d'obstruction, de sorte que le gouvernement ne put arriver à faire voter tous ces projets par le Parlement en février.

En effet, l'opposition de droite eut recours à différents moyens en vue de faire tomber le gouvernement actuel et de rétablir un régime autoritaire de droite dans le pays:

1. Au cours d'un seul mois, les partis d'opposition exprimèrent 38 motions de censure en vue de renverser le gouvernement par des voies parlementaires, mais ils échouèrent.

2. Ensuite, l'opposition entreprit d'appliquer les tactiques d'obstruction durant les débats pour décourager le gouvernement et l'obliger à démissionner. Mais le gouvernement fit comprendre clairement que, malgré toutes les obstructions, il était déterminé à réaliser son programme à long terme.

3. Finalement, perdant l'espoir de renverser le gouvernement par des tactiques parlementaires, le Parti de la Justice fit appel au peuple, l'invitant à prendre part à une "lutte nationale" pour renverser le gouvernement.

Les milieux gouvernementaux interprètent cet appel comme un instigation à la guerre civile. Néanmoins les autorités de l'état de siège qui sont théoriquement sous le contrôle du gouvernement, au lieu de poursuivre les organisations de droite qui incitent aux actions sanglantes et même à la guerre civile, ne prennent pour cible que les organisations et les publications progressistes.

Les faits ci-dessous donnent une idée nette de l'orientation des commandements d'état de siège:

- 18 JAN: Le commandement de l'état de siège à Adana interdit la publication et la distribution de 4 périodiques de gauche: Devrimci Yol, Devrimci Halk Birliđi, Halkın Kurtuluđu et Kurtuluđu.
- 19 JAN: Le Commandement de l'état de siège dans les provinces d'Erzincan et Sivas interdit la distribution de six périodiques de gauche: Halkın Kurtuluđu, Devrimci Halkın Yolu, Kurtuluđu, Devrimci Yol, Partizan et Devrimci Halkın Birliđi.
- A İslahiye huit étudiants qui écrivirent sur les murs "A bas le fascisme" sont arrêtés par les autorités de l'état de siège.
- A Gaziantep, 40 membres de l'Association des Jeunes Travailleurs sont détenus par les autorités de l'état de siège.
- A Ankara, Mehmet Yazıcıođlu, éditeur du périodique de gauche Devrimci Yol est arrêté par les autorités de l'état de siège.
- 22 JAN: A Adana et Sivas, trois organisations progressistes, l'Association de Solidarité des Ouvriers et des Paysans, Le Club Populaire de Travail et l'Association de la Culture Populaire sont interdites par les autorités militaires.
- Encore à Adana, le Commandement de l'état de siège interdit la publication et la distribution de quatre périodiques progressistes: Devrimci Halkın Yolu, Kawa, Raja Welat et Rizgari. ./.

- 23 JAN: Le Commandement de l'État de siège de la province d'Ankara interdit la publication et la distribution de neuf périodiques progressistes: Devrimci Yol, Kurtulus, Devrimci Halkin Yolu, Devrimci Halkin Birliđi, Reza Volat, Kawa, Rızgari, Ürün et Halkin Kurtulusu. A Gaziantep, le Commandement de l'État de siège déclara que les activités de tous les partis politiques et associations de la province étaient mis sous le contrôle des autorités d'État de siège.
- 29 JAN: Les Commandements de l'État de siège d'Ankara et d'Istanbul interdisent quatre associations de policiers: Pol-Der, Pol-Bir, Pol-Ems et Tom-Der. Le Tribunal d'État de siège de la province d'Ankara condamne un membre du Parti Ouvrier Socialiste de Turquie (TSİP), İbrahim Karadağ à dix mois de prison pour avoir collé une affiche du parti sur un mur.
- 30 JAN: L'Institut d'Administration Publique d'Ortađogu à Ankara est attaqué par les militaires, et quatre membres progressistes de son conseil éducatif, Heral Tezer, Hakan Sami Güven, Birkan Uysal et Dr. Cengiz Saylan sont arrêtés. Le Commandement de l'État de siège de la province d'Istanbul interdit la publication et la distribution de quelques périodiques de gauche, tels que: Ürün, Savaş Yolu, Partizan, Dora, İlerici Yurtsever Gençlik, Halkin Birliđi, Halkin Yolu, Sürekli Devrim, Bagimsiz Türkiye, Dev Genç, Liseli Gençlik, etc.
- 8 FEV: Le Commandement de l'État de siège de la province d'Istanbul arrête un délégué du Congrès du Syndicat des Ouvriers du Textile tenu à Istanbul, Ahmet Gürel, pour avoir donné une motion critiquant la pratique de l'État de siège.
- 12 FEV: Le célèbre acteur de théâtre Müjdat Gezen est arrêté par les autorités de l'État de siège sous l'accusation d'avoir violé les ordres de l'État de siège. A Ankara, cinq membres du Parti Ouvrier de Turquie (ÖİP) sont arrêtés par les autorités de l'État de siège pour avoir porté dans leurs poches la revue hebdomadaire Yürüdüđ, un organe de la presse de parti.
- 14 FEV: Le Commandement de l'État de siège de la province d'Ankara interdit la publication et la distribution de 22 périodiques progressistes: Genç Arkadaş, Kon., Devrimci Gençlik, Dev-Genç, İlerici Yurtsever Gençlik, Partizan, Halkin Birliđi, Halkin Yolu, Dora, Sürekli Devrim, Bagimsiz İđci, Kitlo, Güney, Devrimci Miltan, Devrimci Proletarya, Savaş Yolu. L'éditeur responsable de la revue en kurde Kawa, Ramzi Özgener, est arrêté à Diyarbakır par les autorités de l'État de siège.
- (C-H-DN-H-DG-ET-16/2)

LA VIOLENCE POLITIQUE PREND AUSSI COMME CIBLE LES GENS D'OPINION LIBERALE

ANKARA (ITA) - Depuis la proclamation de l'État de siège, fin 1978, le nombre quotidien de morts au cours d'incidents de violence politique a baissé considérablement, mais les tueries politiques continuent dans des zones qui ne sont pas sous l'État de siège et même malgré les mesures d'urgence, dans de grands centres urbains tels qu'Istanbul et Ankara.

Au cours du mois dernier, la terreur politique, revendiquant 56 vies, prit également comme cible l'éditeur en chef d'un journal quotidien, un procureur de la république, un chef de la police et un ex-général, entre autres.

Abdi İpekçi, éditeur en chef du journal de grande diffusion, Milliyet et un des journalistes les plus importants de Turquie, fut assassiné le 1er février 1979 par un terroriste non identifié.

Quand İpekçi arrêta sa voiture devant un feu de signalisation près de sa maison, dans le quartier élégant de Mağka, l'assaillant apparut soudain devant sa voiture et ouvrit le feu avec un pistolet.

./.

İpekçi était considéré comme un défenseur de la démocratie pluraliste et comme un journaliste qui avait toujours contribué au maintien de l'équilibre dans la vie politique turque.

Il est évident que ceux qui ont décliné cet assassinat cherchent à favoriser l'atmosphère de violence politique, poussant les autorités de l'État de siège à prendre des mesures plus répressives contre les forces démocratiques et à affaiblir la position du gouvernement actuel.

Le Premier Ministre Ecevit déclara: "Ce meurtre prémédité d'İpekçi, journaliste respecté à la fois chez nous et à l'étranger, vise à détruire la crédibilité et la démocratie de la Turquie."

Tandis que les forces de sécurité mènent une opération de recherches à travers toute la Turquie, l'Union des Éditeurs des Journaux Turcs offrit six millions de liras turques à quiconque ferait retrouver l'assassin. Que le meurtrier soit retrouvé ou non, cet assassinat marque une phase nouvelle de la violence régnant à travers la Turquie et conduit à un sentiment d'insécurité publique même parmi ceux qui ne sont pas engagés dans des activités politiques. Une telle atmosphère facilite l'application du plan sinistre des forces obscures cherchant à créer l'impression que le gouvernement actuel n'est plus capable de réprimer l'"anarchie", et qu'un régime autoritaire devrait remplacer le régime constitutionnel.

Récemment, le 30 janvier 1979, cette escalade de la terreur fut marquée par la mort du Procureur de la République à Tavas, İsmail Deger, tué par balles lors d'incidents violents qui se produisaient dans ce district de l'Anatolie Centrale. Juste avant de mourir le Procureur révéla que c'était une personne de droite qui avait tiré sur lui.

Il est significatif que, quelques jours avant ces événements sanglants le premier secrétaire de l'Ambassade des États-Unis, Robert Alexandre Peck, avait visité ce district et avait été en rapport avec quelques personnes au sujet de matières politiques.

Le 1er février 1979, l'ex-général Cemal Madenoglu, membre de la Junte progressiste qui avait renversé le gouvernement de Menderes en 1960 et actuellement membre du Sénat de la République a été menacé par des personnes non-identifiées.

Le 6 février, l'ancien chef de la police İlçiz Aykutlu a été tué par balles par des individus non-identifiés à Istanbul, juste devant sa maison. Aykutlu était l'un des principaux exécuteurs des tortures durant la période de 1971-73 de répression militaire. Après avoir été licencié de son service, il avait sollicité du Barreau l'autorisation de pouvoir pratiquer en tant que juriste, mais sa demande fut refusée par cette association de juristes.

D'autre part, le Secrétaire Général du Parti Ouvrier de Turquie (TIP), Dr. Nihat Sargin, a informé le Ministre de l'Intérieur du fait que le président départemental du parti à Elazığ, Necati Demirel avait disparu depuis qu'il avait été cité à comparaître devant les autorités de l'État de siège pour un interrogatoire.

En comptant les meurtres du mois dernier, le nombre total des victimes de la violence politique au cours des 13 mois du gouvernement d'Ecevit s'élève à 1036.

Ci-dessous, la liste des 58 assassinats politiques du mois dernier:

- 18 JAN: L'employé de la Radio-TV İzzet Hacı Alioğlu (Diyarbakır), Le membre du Parti du Salut National (MSP) Mehmet Baldoğdu (Kayseri), l'étudiant de droite Ahmet Çakır (Trabzon)
- 19 JAN: İbrahim Kaya (Aydın), le gard de nuit Behaettin Ayber et Mehmet Tekin (Istanbul)
- 20 JAN: L'étudiant de gauche Fatih Yücesoy (Adana), l'ouvrier Recep Altıparmak (Batman)
- 21 JAN: Ayhan Aksoy, de gauche (Istanbul)
- 22 JAN: L'ingénieur İbrahim Özer (Mardin)
- 23 JAN: L'enseignant de gauche Hısan Çakmak (Tunceli), l'enseignant de gauche Mahmut Dinçer (Mardin), le peintre de droite İsmet Yalın (Adana), le banquier Kemal Yanık (Hersin), l'étudiant Ümit Özdemir (Istanbul)

- 24 JAN: L'avocat de gauche Abdül Nebioğlu (Kilis), un inconnu (Adana)
 25 JAN: Ahmet Bozkurt (Istanbul)
 26 JAN: L'étudiant Halit Suna (Diyarbakır), l'ouvrier Altay Kızıltaş (Istanbul), İsmet Bodur (Ankara)
 27 JAN: L'ancien "Loup Gris" Osman Uğur Özaydın (Uşak), l'employé de droite Muharrem Sabutay (Çanakkale), Mecit Kartal (Gaziantep)
 28 JAN: Le mécanicien Nedim Koşkiner (Adana)
 29 JAN: Osman Andan (İzmir), İhsan Ruhi Dayı (Balıkesir), Davut Durak (Amasya)
 30 JAN: Le sergent Jasit Sulubulut (Kilis), Le Procureur de la République İsmail Dogar Inal (Taşova), Gumali Yakar (Adana), Le directeur de lycée Süleyman Yanmaz (Manisa), l'ouvrier de droite Salahattin Kaçak (Istanbul), l'ancien "Loup Gris" Mehmet Kayak (Eskişehir), l'enseignant Halis Demir (Giresun)
 31 JAN: Le commerçant Şevket Özcanlar et Bedri Özdemir (Istanbul), l'étudiant Yıldız Yazgüllu (Istanbul), Koram Sarı (Çorum)
 1 FEV: Abdi İpekçi, l'éditeur en chef du journal Halkiyet (Istanbul)
 3 FEV: Le garde de nuit Ali Şapagan, le patron de café İsmail Aydın et le pensant Adem Güneysu (Ordu), le technicien de gauche Hüseyin Açıkgenç (Bolu)
 5 FEV: Necip Kartallı (Gaziantep)
 6 FEV: L'ancien chef de police İlgez Aykutlu, une femme et un homme non-identifiés (Istanbul)
 7 FEV: Le "Loup Gris" Ali Yetiner (Gaziantep), le coiffeur Hasan İlikoba (Adana), Ahmet Demir (Diyarbakır), Miyazi Ata (Trabzon)
 10 FEV: L'ouvrier Abdullah İzci (Kayseri)
 12 FEV: Mustafa Atosuşağı, de droite (Nizip), le policier Ahmet Kaya (Samsun), l'ancien "Loup Gris" Levent Özcan et une ménagère de 60 ans, Emine Ören (Istanbul)
 14 FEV: L'étudiant de gauche Metin İnan (Of), le "Loup Gris" Mustafa Dursun et l'étudiant Fahri Başaran (Samsun). (C-M-DE-H-ET-16/2)

L'ARTICLE 142 DEVANT LA COUR DE LA CONSTITUTION

ISTANBUL (ITA) - Un des articles du Code Pénal Turc qui menacent la liberté d'expression et d'organisation des socialistes en Turquie va être réexaminé par la Cour de la Constitution.

L'article 142 du CPT dit: "Quiconque sera trouvé coupable de faire de la propagande en vue d'établir la domination d'une classe sociale sur les autres classes ou d'éliminer une classe sociale, ou de renverser l'un ou l'autre ordre économique ou social fondamental établi dans le pays, ou le système politique et légal complet de l'Etat, sera passible d'un emprisonnement allant de cinq à dix ans. Dans le cas où les actes mentionnés ci-dessus seraient commis au moyen de publications, la peine encourue sera augmentée de la moitié."

Au cours du procès d'un éditeur devant la 2ème Cour Criminelle d'Istanbul, le 26 janvier 1979, les juges décidèrent de transférer le dossier de l'affaire à la Cour de la Constitution en lui demandant de réexaminer l'article 142 et de l'annuler.

L'article 141 qui punit de former l'organisation dans le même but et l'article 142 avaient été empruntés au Code Pénal de Mussolini en 1936.

Les juges de la 2ème Cour Criminelle qui jugeaient l'éditeur Ahmet Tagtan pour avoir publié une brochure intitulée "Le Programme du Parti communiste de Turquie" déclarèrent dans leur décision que les articles 141 et 142 pourraient être revus puisque les conditions sociales et politiques avaient changé grandement en Turquie depuis 1936.

En 1963, le Parti Ouvrier de Turquie (TİP) avait adressé un appel à la Cour de la Constitution lui demandant l'annulation de ces articles, mais

en 1965, la Cour suprême avait rejeté cette demande par un vote à une voix de majorité et les articles fascistes restèrent en vigueur.

Depuis 43 ans, ces articles ont été utilisés par les autorités pour intimider ou pour annihiler toute opposition sociale en Turquie. Des centaines d'écrivains, d'éditeurs, de traducteurs, d'acteurs et de peintres ont été jugés et condamnés sous l'accusation d'avoir violé l'article 142 dans leurs publications et leurs représentations. Même après la formation du gouvernement Ecevit, malgré ses promesses au cours de sa campagne électorale d'annuler ces articles, ils sont encore utilisés par les procureurs de la République contre les progressistes.

Outre les cas mentionnés ci-dessus et d'autres (Voir: BULLETIN d'octobre 1978), durant ces derniers mois, les cas suivants ont été devant des cours criminelles:

Le 20 décembre 1978, un étudiant d'école supérieure âgé de 16 ans, Tunçay İgnak a été jugé par la même Cour criminelle d'Istanbul pour avoir écrit au tableau de sa classe "Turquie communiste" et le procureur demanda un emprisonnement de 5 ans.

Le 12 décembre 1978, Murat Saygılı, éditeur de la revue Parti Dayragı fut amené devant une cour criminelle en vertu de l'article 142 et jugé.

Le même jour, Mehmet Çerik, éditeur du Devrimci Halkın Yolu fut jugé pour les mêmes accusations. Il était détenu depuis 22 mois. Le nombre total d'années d'emprisonnement demandées pour tous les responsables de cette revue atteignait 770 ans.

Le 29 décembre 1978, Müslim Çolak, éditeur du journal İgak fut jugé en vertu de ce même article.

Il y eut aussi beaucoup d'autres poursuites judiciaires contre des journalistes et des artistes en vertu d'autres articles du Code pénal Turc:

Le 14 décembre 1978, İgak Kurtçu, ancien éditeur du journal Politika fut condamné à 7 mois de prison pour "avoir insulté un procureur".

Le 2 décembre 1978, le célèbre chanteur folk, Ceyzullah Çınar fut arrêté pour avoir diffamé le gouvernement dans ses chansons.

Le 15 décembre 1978, le Procureur de la République ouvrit une enquête sur le fameux acteur de cinéma, Yılmaz Güney accusé d'avoir commis un crime dans l'interview qu'il donna à une équipe de la TV suédoise. Güney est toujours en prison pour une autre condamnation.

(Pour les pratiques anti-démocratiques des autorités de la loi martiale contre la presse et les intellectuels, voir l'article No.1 de ce numéro).

Si la Cour de la Constitution décide d'annuler l'article 142 du Code Pénal Turc, ce sera un pas très important vers la démocratisation de la vie intellectuelle en Turquie. (C-DN-DG-ET-18/2)

ELECTIONS PARTIELLES POUR LE SÉNAT ET CHANGEMENTS DANS LA LOI ÉLECTORALE

ANKARA (ITA) - Les élections partielles pour le Sénat auront lieu le 14 octobre 1979. Comme l'annonça le Conseil Suprême des Elections, l'élection portera sur un tiers des sièges à la Chambre Haute.

Quinze des 184 sénateurs dans la Chambre Haute sont nommés par le Président de la République et 19 sont des sénateurs à vie qui ont dirigé en 1960 l'intervention militaire progressiste et la préparation de la constitution actuelle. Ainsi, les élections partielles porteront sur un tiers de 150 sièges, c.à.d. sur 50 sièges.

D'autre part, les partis politiques représentés au Parlement se sont mis d'accord en principe d'opérer quelques changements à la loi électorale. Le changement le plus important est l'abaissement de l'âge des électeurs à 18 ans.

Les représentants des partis n'ont pas pu se mettre d'accord sur la question d'étendre le droit de vote aux travailleurs turcs à l'étranger.

Parmi les changements de la loi électorale, on envisage aussi de ne pas permettre aux partis qui ne sont pas représentés actuellement au Parlement //.

de participer aux élections. Selon un changement sur lequel les partis se sont mis d'accord, c'est qu'un parti qui n'a pas de représentant au Parlement ne peut participer aux élections s'il n'est pas organisé dans tous les districts d'au moins 20 des 67 provinces de Turquie. Ce changement vise à empêcher les socialistes de participer aux élections.

Néanmoins, le Parti Ouvrier de Turquie (TIP) a mené une campagne d'organisation couronnée de succès, malgré toutes les obstructions et même tous les assassinats (Voir: Massacre à Ankara, Pourquoi?, Agence Info-Türk, 1978 Bruxelles). Et il sera en état de concourir aux prochaines élections comme représentant politique de la classe ouvrière de Turquie. (C-IL-DN-DC-ET-18/2)

SECOND GRAND CONGRÈS DU PARTI OUVRIER DE TURQUIE (TIP)

ISTANBUL (ITA) - Le Second Grand Congrès du Parti Ouvrier de Turquie (TIP) se tiendra à Istanbul les 24-25 et 26 février 1979. Le premier soir du congrès est consacré au traditionnel jour du parti.

Le TIP a été fondé en 1961 et il fit connaître au peuple de Turquie les idées de socialisme scientifique et apporta aux ouvriers et aux paysans la conscience de classe. Aux élections de 1965, le TIP obtint 15 sièges dans un parlement comptant 450 membres. Il y défendit les intérêts de la classe ouvrière.

En 1971, à la suite du coup d'état militaire, le TIP fut interdit et ses leaders, y compris sa présidente Madame Behice Boran, furent condamnés chacun à 15 ans de prison.

Mais, grâce à la résistance croissante des masses, les militaires furent obligés de mettre fin à la période d'urgence, en 1973. A la suite des élections générales, de même que d'autres prisonniers politiques, les leaders du TIP furent libérés. Le 1er mai 1975, ils créèrent à nouveau le TIP.

Avec 7 autres partis politiques, le TIP participa aux élections de 1977. Quoique, durant la campagne électorale, la voix du mouvement socialiste s'accrut, le TIP ne réussit cependant pas à obtenir suffisamment de votes pour être représenté au Parlement; ceci est dû au fait que les électeurs de tendance de gauche préférèrent voter en faveur du Parti Républicain du Peuple (CHP) de l'actuel Premier Ministre Demirel qui avait promis de mettre fin aux pratiques anti-démocratiques et à la dépendance de la Turquie à l'égard des blocs impérialistes.

Le second Grand Congrès du TIP se tient en une période qui témoigne de l'échec de la politique du social-démocrate Demirel. Voyant l'incapacité du parti social-démocrate de résoudre les problèmes vitaux de la Turquie, les masses laborieuses recherchent maintenant des solutions plus radicales.

Dans le but de répondre à cette recherche, le TIP, pour la première fois dans l'histoire de la Turquie, a publié au début de cette année un "contre-plan".

Sous le titre de "Plan pour la démocratisation, 1978-1982", ce document de 600 pages souligne la base économique de la démocratisation politique et sociale et met en avant pour chaque problème la solution qui pourrait être réalisée même par un gouvernement social-démocrate.

Un autre aspect important de ce congrès, c'est que de nouveaux départements du parti, établis au cours de l'année passée y seront représentés. Le congrès montrera le niveau d'organisation du parti. Puisque les partis politiques qui n'ont pas de représentants au Parlement sont privés de concourir aux élections législatives s'ils ne sont pas organisés dans 20 provinces au moins, le degré de succès de la campagne d'organisation déterminera la possibilité du TIP de participer aux élections. Selon de premières estimations, le TIP a déjà dépassé la limite prévue et il pourra faire entendre la voix de la classe ouvrière aux prochaines élections.

(Les détails concernant le Second Congrès seront donnés dans le prochain Bulletin.) (Y-DC-ET-23/2)

LE 12^{EME} ANNIVERSAIRE DE LA FONDATION DE LA DISK CELEBRE

ISTANBUL (ITA) - La Confédération des Syndicats Progressistes de Turquie (DISK) a célébré le 12ème anniversaire de sa fondation le 13 février 1979 à Istanbul avec la participation des représentants du CUT et de l'Union Populaire Chilienne ainsi que d'autres organisations internationales.

Dans son allocution à la cérémonie, le Président de la DISK M. Abdullah Baştürk a réaffirmé la volonté des syndicats progressistes turcs de défendre la démocratie et de rejeter tous les projets politiques, économiques et sociaux imposés à la Turquie par l'impérialisme et ses collaborateurs locaux.

Il a critiqué aussi le gouvernement social-démocrate de M. Secvit de ne pas tenir ses promesses de rompre les liens avec les puissances impérialistes, d'éliminer les éléments fascistes dans l'appareil d'état, et de poursuivre une politique de conciliation envers le grand capital.

La DISK avait été formée en 1967 comme une réaction contre la politique de collaboration de la Confédération des Syndicats Turcs (Türk-İş) qui a été toujours sous l'influence du mouvement syndical des États-Unis.

A cause de l'approfondissement des contradictions dans la société et de la montée de la conscience de classe des masses travailleuses, la DISK a, dans une durée très courte, gagné une grande influence surtout parmi les ouvriers du secteur privé et a atteint un effectif de membres d'un million.

Tandis que la Türk-İş est affiliée à la Confédération des Syndicats Libres (CISL), la DISK a toujours resté indépendante. Dernièrement, elle a posé sa candidature pour s'affilier à la Confédération Européenne des Syndicats (CES).
(DISK-H-C-DG-15/2)

POUR CONNAITRE LES FAITS DE TURQUIE

- BULLETIN, périodique mensuel (en français)
- BULLETIN, périodique mensuel (en anglais)
- BULLETIN, périodique mensuel (en allemand)
- BULLETIN, périodique mensuel (en turc)

Abonnement annuel: 200 FB pour la Belgique
250 FB pour l'étranger

- Massacre à Ankara, Pourquoi?
(L'arrière-plan de la violence politique et l'histoire concise du mouvement socialiste en Turquie)
En anglais, français et allemand: 45 FB chacun
- Turquie et le Monde d'aujourd'hui
(Allocution de la Président du Parti Ouvrier de Turquie, Behice Boran)
En français et anglais: 45 FB chacun
- Album des affiches de résistance turque: 90 FB
- Poèmes et chansons (bilingue, français-turc): 30 FB
- Chants révolutionnaires turcs (Un disque long-play avec l'explication en français et anglais): 300 FB

On peut commander par virer le prix au:

COORDIFF s.c. - CCER 001-0414791-95

13/2, Square Wiser - 1040 Bruxelles